

# Echo d'Iran

*Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran*

*Juin 2025*

*N° 25*



***Guerre Israël-Iran***

---

Publié par : Solidarité Socialiste avec les travailleurs en Iran

<http://www.iran-echo.com>

Adresse : S.S.T.I, 21 ter, Rue Voltaire, 75011 Paris

E-mail: [sstiran@yahoo.fr](mailto:sstiran@yahoo.fr)

Dans ce numéro :

- Tribune de SSTI : Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature, Non à la guerre d'Israël et des Etats-Unis contre les peuples de la région !
- Déclaration de Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran: Non à la guerre Israël-Iran! Soutien aux mouvements populaires en Iran !
- Déclaration conjointe des organisations iraniennes indépendantes opposées à la guerre et aux politiques bellicistes
- Déclaration conjointe de Reyhaneh Ansari, Sakineh Parvaneh, Varisheh Moradi et Golrokh Iraee, prisonnières politiques incarcérées à la prison d'Evin, Téhéran
- Déclaration de l'Association des écrivains d'Iran
- Iran : La prison d'Evin bombardée par l'aviation israélienne et l'accentuation de la répression exercée par le régime de la République islamique
- Déclaration du Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue
- Témoignage d'une des anciennes codétenues de Cécile Kohler, enseignante française et militante syndicaliste, emprisonnée à la prison d'Evin
- Face à la guerre Iran-Israël, une troisième voie est possible !
- L'attaque militaire d'Israël contre l'Iran : Un gouffre terrifiant pour le peuple iranien et la région



**Solidarité avec les peuples en lutte contre la guerre, le colonialisme et la dictature !**

**Non à la guerre d'Israël et des Etats-Unis contre les peuples de la région !**

La guerre déclenchée le 12 juin dernier par l'État colonialiste et criminel d'Israël contre la République Islamique d'Iran, et rejointe par l'administration Trump est un point de bascule pour les peuples du Moyen-Orient.

En bombardant les sites nucléaires iraniens, Donald Trump a voulu à la fois :

- montrer, en situation réelle, l'efficacité destructrice des technologies dernier cri dont il dispose, et faire une démonstration de force adressée également aux autres États impérialistes,
- imposer à l'État d'Israël un cessez-le-feu dont personne ne sait combien de temps celui-ci pourrait durer. Malgré ce cessez-le-feu entré en vigueur le 24 juin, c'est bien le chaos qui progresse dans la région.

Cette guerre illégitime et illégale au regard du droit international, est le résultat direct de l'impunité dont bénéficie Nétanyahou et son gouvernement suprémaciste. La même impunité qui, malgré le mandat d'arrêt international dont il fait l'objet, lui permet de poursuivre le génocide à Gaza. C'est cette immunité qui permet à l'État d'Israël d'occuper une partie du Liban et de la Syrie, invoquant le « droit de se défendre ». L'État d'Israël a intensifié sa politique permanente visant à massacrer les Palestiniens pour aboutir à un génocide.

L'affrontement militaire entre une puissance surarmée soutenue par son parrain étasunien, et la République Islamique d'Iran, un État dictatorial qui se maintient depuis plus de 46 ans par la répression et la terreur, est un désastre pour les peuples.

À l'abri derrière le parapluie militaire et politique occidental, l'État d'Israël entend écraser l'Iran, soumettre les pays environnants, garder dans la région le monopole de l'arme nucléaire, et devenir la principale puissance régionale, une puissance coloniale et occidentale dominant les pays et les peuples depuis la rive Sud de la méditerranée jusqu'au détroit d'Ormuz. Rien ne permet de penser que l'État d'Israël ne poursuivra pas sa politique actuelle, tant le projet stratégique de ses élites dirigeantes est ancré. D'ores et déjà Trump se refait menaçant à l'égard de l'Iran.

### **Nétanyahou et la fuite en avant meurtrière**

Dans sa fuite en avant belliciste, le gouvernement de Benjamin Nétanyahou s'en est pris directement à l'Iran, en prétendant se défendre contre une hypothétique menace nucléaire.

---

1- SSTI <http://www.iran-echo.com/index.html>

Cela alors même que l'État d'Israël n'est pas signataire du traité de non-prolifération nucléaire et qu'il ne rend aucun compte concernant son propre arsenal nucléaire.

Nétanyahou a ouvert un nouveau front alors que son gouvernement était de plus en plus impopulaire, y compris en Israël. Il a déclenché cette nouvelle guerre alors que le mouvement mondial de contestation contre le génocide en cours à Gaza s'amplifie, que des initiatives citoyennes et militantes pour briser le blocus imposé à Gaza se sont multipliées ces derniers temps.

En s'en prenant à l'Iran, Nétanyahou a cherché à invisibiliser les crimes et le génocide qu'il poursuit à Gaza. Il a également fait taire les critiques qui commençaient à s'exprimer timidement dans les chancelleries occidentales soumises à la pression des mobilisations publiques.

Enfin, cette intervention, soutenue par Trump, a pour but d'obtenir une capitulation complète de la République Islamique, voire de mener à un renversement du régime, ce que les négociations autour de son programme nucléaire n'auraient pas permis. La partition de l'Iran est même à craindre tant la politique israélo-étatsunienne consiste à remodeler la région.

L'armée israélienne a certes bombardé des cibles militaires mais aussi des administrations publiques, des sites et infrastructures énergétiques stratégiques ainsi que des populations civiles. Les bombardements effectués par l'État d'Israël et les États-Unis sur les sites nucléaires sont contraires au droit international. Ils font courir un risque de dégâts irréversibles d'un point environnemental et humain.

Acculée à la riposte, la République Islamique d'Iran a répondu par des tirs de missiles balistiques et de drones à la précision aléatoire, faisant des victimes civiles en Israël.

Enfin, la précision avec laquelle les hauts gradés des Gardiens de la révolution ont été éliminés indique à quel point l'État d'Israël bénéficie de complicités, et ce jusqu'au sommet de la République islamique d'Iran. Nétanyahou mise sur certains secteurs du régime islamique pour provoquer un changement de pouvoir en Iran.

### **Aux peuples d'Iran de décider de leur avenir !**

L'histoire le montre clairement : il n'y a pas de voie vers la démocratie dans l'ombre de la guerre et des interventions impérialistes. De l'Irak à l'Afghanistan, les exemples d'interventions militaires ayant conduit à des désastres humains et politiques ne manquent pas.

Cette guerre a fait au moins 1190 mort-es (435 militaires, 436 civils et 319 non identifié-es), ainsi que 4475 blessé-es (256 militaires, 2071 civils et 2138 non identifié-es).

Elle a également freiné la longue et courageuse lutte des peuples d'Iran contre un régime répressif, dont le dernier point culminant a été le mouvement « Femme, Vie, Liberté ». Ces derniers mois les mobilisations sociales en Iran étaient dans une phase montante. Par cette guerre, Nétanyahou a mis un coup d'arrêt momentané à cette dynamique. En cela, il a rendu un fier service à la République islamique.

Le bombardement israélien contre la prison d'Evin, où sont détenu-es de nombreux/euses opposant-es au régime, ainsi que deux otages français-es, montre à quel point Nétanyahou est l'ennemi des peuples et de leurs combats pour l'émancipation. Ce bombardement aura fait 71 morts parmi lesquels de nombreux détenu-es.

Au nom de la « chasse aux espion.nes » et à la faveur de l'intervention israélo-étatsunienne, la République islamique a renforcé sa répression contre les opposant-es. Elle multiplie notamment les arrestations et les exécutions.

La République Islamique d'Iran est une dictature fondée sur le sang de ses opposant-es, sur les privations de libertés, sur la répression systématique des femmes et de la jeunesse, sur l'écrasement des mouvements sociaux et des aspirations nationales.

Nous nous tenons fermement aux côtés des peuples d'Iran, tant dans leur résistance continue à la dictature que dans leur droit à vivre libres de toute agression militaire étrangère.

À l'unisson avec toutes celles et ceux qui luttent en Iran depuis des décennies pour la liberté, l'égalité et la justice sociale, nous refusons tout changement de régime « par en haut » et par des interventions étrangères. Le renversement de la République Islamique ne doit résulter que de la lutte des peuples d'Iran.

À l'heure où les États-Unis ont participé militairement à la guerre contre l'Iran, il est urgent que s'expriment les voix opposées à l'embrasement généralisé, aux désastres humains et environnementaux.

Nous exigeons que la « communauté internationale » fasse pression pour mettre fin immédiatement à cette escalade irresponsable.

L'État d'Israël et les États-Unis ne sont pas les seuls États au monde à s'absoudre du droit international, mais ils sont les seuls à le faire avec cette ampleur, sans faire l'objet d'aucune sanction. Ce double standard est un scandale.

Les gouvernements qui arment et soutiennent Israël, à commencer par les États-Unis et les pays de l'Union européenne dont la France, sont complices de l'expansion de l'agression israélienne contre les peuples de la région. Ils sont tous partenaires dans ces massacres de masse.

Nous l'affirmons, Nétanyahou et Trump sont une menace pour le monde. Il faut les arrêter !

**Nous exigeons de toute urgence :**

- Arrêt immédiat de l'escalade guerrière régionale
- Solidarité avec les prisonnier.es politiques et les défenseurs des droits humains en Iran,
- Soutien aux revendications sociales et démocratiques, ainsi qu'aux réseaux militants, syndicats et associations qui les portent
- Fin de la répression menée par la République islamique d'Iran

**Comme nous le faisons depuis des mois, nous continuons à exiger :**

- Levée immédiate du blocus de Gaza, et fin de la colonisation en Cisjordanie
- Sanctions immédiates contre Israël
- Fin immédiate de tout commerce d'armes avec Israël
- Rupture de l'accord d'association entre l'Union européenne et l'État d'Israël
- Une mobilisation mondiale pour mettre fin au génocide, à l'apartheid et la colonisation en Palestine

Le 30 juin 2025

## **Non à la guerre Israël-Iran!**

### **Soutien aux mouvements populaires en Iran!**



L'attaque sans précédent d'Israël contre l'Iran est le résultat direct de l'impunité dont il a bénéficié tout en menant un génocide en Palestine depuis 20 mois. Sous le faux prétexte d'une « légitime défense », Israël a intensifié sa politique permanente visant à « éradiquer le Hamas » et, ce faisant, à mettre en œuvre une politique de génocide de la population palestinienne de Gaza, un crime contre l'humanité qu'il prolonge en Cisjordanie.

Aujourd'hui, Israël étend cette agression en bombardant l'Iran, prétendant se défendre contre une hypothétique menace nucléaire, alors que lui-même n'est pas signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et qu'il ne rend aucun compte concernant son propre arsenal nucléaire.

Cette attaque d'Israël contre l'Iran, contraire au droit international, est menée avec la complicité de nombreux gouvernements, dont notamment celui des États-Unis. La France également continue d'armer et de soutenir l'État d'Israël, malgré le génocide en cours à Gaza. Ces frappes massives ont de lourdes conséquences sur la population iranienne et sur l'ensemble des infrastructures indispensables à sa vie sociale.

De plus, cette agression sert à détourner le regard – avec la complicité des médias dominants – des massacres qui se perpétuent à Gaza et en Cisjordanie.

Ces actions de guerre ont non seulement coûté la vie à des civils, on dénombre déjà au moins des centaines mort·es et plus d'un millier de blessé·es en Iran, mais elles menacent également la longue et courageuse lutte du peuple iranien contre un régime répressif, dont le dernier point culminant a été le mouvement « Femme, vie, liberté ». L'histoire et les faits le montrent clairement : il n'y a pas de voie vers une démocratie sociale et populaire dans l'ombre de la guerre.

Non au régime génocidaire israélien! Non au régime dictatorial et théocratique de la République Islamique d'Iran!

**Nous exigeons de toute urgence :**

- La fin de l'intervention israélo-impérialiste en Iran!
- L'arrêt immédiat de l'escalade guerrière régionale!
- La solidarité avec les prisonniers et prisonnières politiques et les défenseurs des droits humains en Iran!
- Des sanctions immédiates contre Israël!
- La fin immédiate de tout commerce d'armes avec Israël!
- Une mobilisation mondiale pour mettre fin au génocide en Palestine!

Le 17/06/2025

Guerre Israël-Iran. Déclaration conjointe des organisations iraniennes indépendantes opposées à la guerre et aux politiques bellicistes



Compte tenu de la situation instable et dangereuse qui règne actuellement en Iran et dans la région, les organisations signataires de cette déclaration ont estimé qu'il était de leur devoir d'adopter une position collective.

Les travailleurs iraniens – ouvriers, enseignants, infirmières, retraité·e·s et autres salarié·e·s – n'ont jamais eu et n'auront jamais aucun intérêt à la guerre, à l'expansion du militarisme, au bombardement du pays et aux politiques autoritaires et d'exploitation.

Les attaques militaires israéliennes et le bombardement de centaines de cibles dans diverses régions d'Iran, notamment des infrastructures, des lieux de travail, des raffineries et des zones résidentielles, s'inscrivent dans un projet belliciste dont les citoyens, et en particulier les travailleurs, paient le prix de leur vie et de leurs moyens de subsistance.

L'affirmation d'Israël selon laquelle il n'a aucune hostilité envers le peuple iranien n'est qu'un mensonge et une propagande politique. Hier encore, le ministre israélien de la Défense [Israel Katz] a menacé de « brûler Téhéran ». Les menaces répétées de Trump et d'autres responsables américains, ainsi que le soutien sans réserve des gouvernements occidentaux à de telles actions, n'ont fait qu'accroître les tensions, l'insécurité et la destruction dans la région.

Les gouvernements israélien et américain sont les principaux responsables du génocide en cours à Gaza et de nombreux autres crimes dans la région et dans le monde. Les Nations Unies et les institutions internationales, qui se présentent hypocritement comme des défenseurs de paix tout en gardant le silence face à ces atrocités font partie du même système de domination. Le système capitaliste mondial dans son ensemble, sa logique axée sur le profit et les puissances impérialistes comptent parmi les principales causes des guerres, des catastrophes humaines et de la destruction de l'environnement.

Non seulement la classe ouvrière iranienne ne tire aucun bénéfice de la guerre, mais ces guerres visent directement sa vie et sa sécurité. Le maintien des sanctions économiques, l'allocation de budgets massifs aux affaires militaires et la restriction des libertés entraînent une aggravation de la pauvreté, une répression accrue, la faim, la mort et le déplacement de millions de personnes.

Nous, organisations syndicales et populaires indépendantes et militant·e·s iraniens, ne nous faisons aucune illusion sur la volonté des États-Unis et d'Israël de nous apporter la liberté, l'égalité et justice, tout comme nous ne nous faisons aucune illusion sur la nature et les pratiques répressives, interventionnistes, aventuristes et anti-ouvrières de la République islamique.

Cela fait de nombreuses années que pour obtenir des droits minimaux et des conditions de vie élémentaires, nous, travailleurs et travailleuses d'Iran, payons un lourd tribut fait d'emprisonnements, de tortures, d'exécutions, de licenciements, de menaces et de passages à tabac, et nous continuons d'être privés du droit de nous organiser, de nous réunir et de nous exprimer librement.

Les travailleurs et travailleuses du pays sont, à juste titre, en colère et dégoûtés par le régime de la République islamique et par les capitalistes qui ont, durant plus de quatre décennies, accumulé des richesses astronomiques sur notre dos et nous ont maintenus dans une privation de droits et une insécurité perpétuelle. Tous les responsables et institutions ayant joué un rôle dans la répression et le meurtre des travailleurs, des femmes, des jeunes et des opprimé·e·s d'Iran doivent être jugés et punis par le peuple opprimé lui-même.

Notre lutte à nous les travailleurs et travailleuses, est une lutte sociale et de classe. Cette lutte se poursuivra en s'appuyant sur nos propres forces, dans la continuité des mouvements de ces dernières années, notamment pour « Pain, Travail, Liberté » et « Femme, Vie, Liberté », et en lien avec le soutien international de la classe laborieuse et des forces humanistes, éprises de liberté et en quête d'égalité.

La poursuite de la guerre actuelle n'aura d'autres conséquences que de nouvelles destructions, des dommages environnementaux irréversibles et la répétition de catastrophes humaines. La classe ouvrière et les populations défavorisées d'Iran, comme les opprimé·e·s d'autres pays de la région, sont parmi les principales victimes de cette situation.

Les organisations signataires de cette déclaration appellent toutes les organisations syndicales, les organisations de défense des droits humains, les groupes pacifistes, les militants écologistes et les forces de paix du monde entier à s'unir pour exiger la fin immédiate de la guerre, des bombardements, des massacres d'innocents et de la destruction de l'environnement, et à soutenir les luttes du peuple iranien et de la région pour mettre fin au génocide, au bellicisme et à l'oppression.

Les peuples du Moyen-Orient ont besoin de mettre fin aux tensions et confrontations dévastatrices entre les puissances régionales et mondiales et d'instaurer une paix juste et durable ; une paix qui leur permette de déterminer leur propre destin par l'organisation, les mouvements de masse, l'élargissement des manifestations et la participation directe et universelle.

- **Non à la guerre, non aux politiques bellicistes,**
- **Cessez-le-feu immédiat est notre revendication immédiate**

Signataires :

- *Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (Vahed)*
- *Syndicat des travailleurs de la canne à sucre de Haft Tapeh*
- *Les travailleurs Retraités du Khuzestan*
- *Alliance des retraités (Ettehad Bazneshastegan)*
- *Comité de coordination pour aider la création d'organisations syndicales*
- *Groupe d'Alliance des retraité·e·s*

Iran : le 17 juin 2025

Déclaration conjointe de Reyhaneh Ansari, Sakineh Parvaneh, Varisheh Moradi et Golrokh Iraee, prisonnières politiques incarcérées à la prison d'Evin, Téhéran



*Ces femmes, dont l'une a été condamnée à mort pour sa participation à la révolte « Jin, Jiyan, Azadî » dénoncent l'agression israélienne et ceux qui la saluent et rappellent que la libération du peuple iranien ne pourra être obtenue que par sa propre lutte, à travers des mouvements sociaux autonomes.*

La libération du peuple iranien de la dictature qui règne sur le pays ne peut être obtenue que par la lutte des masses et des mouvements sociaux autonomes.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, Israël fait office d'avant-poste militaire de facto des États-Unis au Moyen-Orient et incarne l'hégémonie des superpuissances occidentales dans la région. Cette domination s'est traduite par des actes de violence extrêmes en Palestine, en Irak, en Afghanistan, en Syrie, au Yémen et, plus récemment, par le génocide de Gaza.

Aucun de ces pays ne possédait d'armes nucléaires ni ne projetait sérieusement d'enrichir de l'uranium. Un génocide ne requiert aucune justification rationnelle. Les démocraties occidentales cherchent constamment des prétextes pour masquer leurs actes de barbarie à travers le monde, perpétrés sous couvert des valeurs démocratiques qu'elles prétendent défendre.

Nous condamnons fermement l'agression israélienne contre l'Iran. Cette guerre, soutenue par les États-Unis, a entraîné le massacre de civils et la destruction des infrastructures du pays.

De plus, nous condamnons leurs graves crimes dans le monde entier et au Moyen-Orient. Tout soutien à Israël, ou toute dépendance à son pouvoir destructeur par tout individu, groupe ou entité politique, doit être condamné sans équivoque. Un tel soutien n'est que vilenie et honte, quelle que soit la manière dont il est présenté ou justifié.

La libération du peuple iranien de la dictature qui règne sur le pays ne peut se faire que par la lutte des masses et des mouvements sociaux autonomes. Elle ne pourra jamais se faire en plaçant nos espoirs dans des puissances étrangères ou en nous alignant sur elles. Ces puissances, qui ont constamment apporté l'exploitation, le colonialisme, la guerre et les massacres pour servir leurs propres intérêts, n'ont apporté que destruction et une nouvelle forme d'exploitation aux pays de la région, et ne nous apporteront rien de plus.

Aux traîtres de l'Iran, aux traîtres des peuples du Moyen-Orient, ceux qui ont trahi des années de lutte populaire pour la liberté et la justice doivent savoir que leur trahison et leur honte resteront gravées dans la mémoire du peuple iranien et dans l'histoire. Ceux qui se sont réjouis des cadavres des générations futures se souviendront avec une honte éternelle de ces femmes sans défense.

Reyhaneh Ansari, Sakineh Parvaneh, Varisheh Moradi, Golrokh Iraee

Le Juin 2025 Prison d'Evin, Téhéran



À l'heure actuelle, les morts se comptent par centaines et la guerre fait rage à Téhéran et dans d'autres villes d'Iran.

Israël, qui massacre la population de Gaza depuis des mois et réduit les survivants à la famine et à la misère, étend désormais son bellicisme et son agression au peuple iranien avec son projet de « nouveau Moyen-Orient ». Le peuple qui s'est dressé pendant des années contre l'oppression et les crimes de la République islamique a perdu ses plus chers enfants dans les massacres de rue, les exécutions, les prisons et les centres de détention, et a en même temps enduré la pauvreté, la corruption et la discrimination systématique. Aujourd'hui, il ressent également les marques des bottes d'un ennemi étranger sur sa gorge.

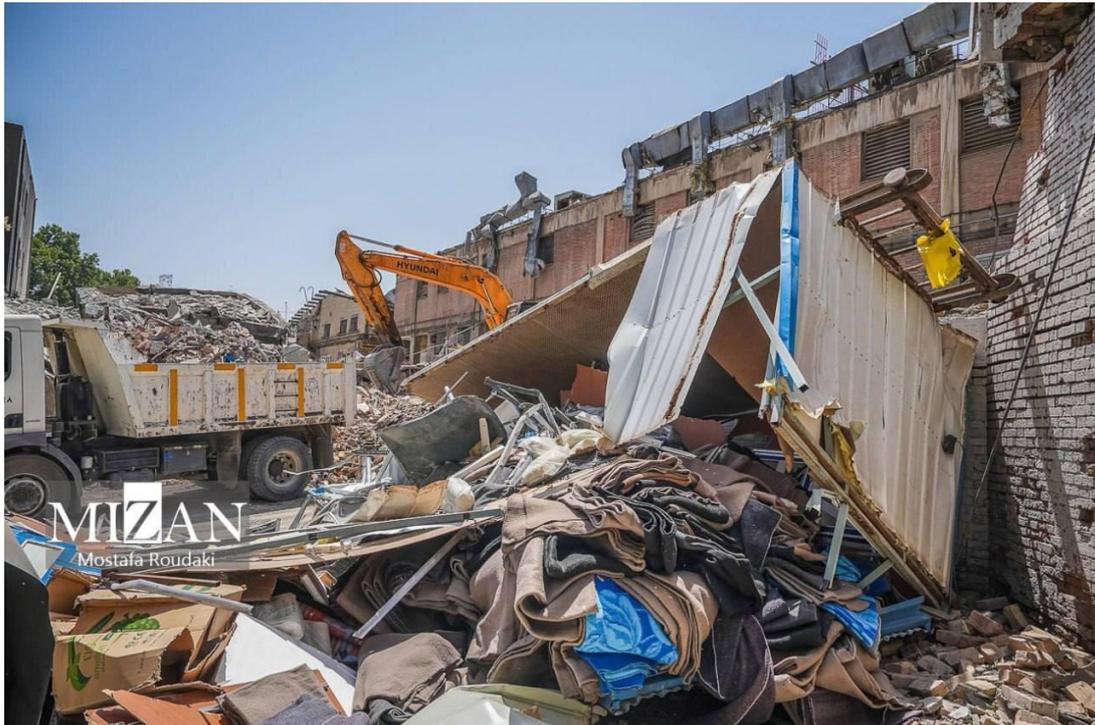
La guerre d'un régime fasciste, fondé sur l'occupation et le génocide, menée contre un gouvernement qui a bâti ses fondations sur le sang versé des opposants et des combattants de la liberté, non seulement détruit la vie des populations, mais interrompt et peut-être même fait reculer des années de lutte pour la liberté et l'égalité. On craint désormais que les acquis du mouvement pour la liberté de 2002, lui-même issu de nombreux soulèvements antérieurs, ne disparaissent au cœur de cette agression et que, sur les terres brûlées qui en résulteront, le nationalisme extrême, le fanatisme et le néofascisme se développeront. D'autant plus que pour les deux camps, Israël et la République islamique, la guerre est une « bénédiction » dont ils tirent profit. Israël, qui, à l'instar de ses dirigeants, peut considérer à présent n'importe quel groupe comme une cible légitime, avec l'aide des médias dominants, peut repousser désormais la vague générale dans l'opinion publique qui s'était formée contre le génocide à Gaza. La République islamique, s'appuyant sur la devise de son fondateur [Khomeini]: « Versez le sang, notre vie perdure », a commencé à préparer le terrain pour l'arrestation et l'assassinat de ses opposants, et ses agents dans le cyberspace promettent de créer un massacre similaire à celui de 1988 [exécution de milliers de prisonniers politiques sur ordre de Khomeini dans quelque 32 villes].

Tout cela se déroule sous le regard attentif d'un monde où deux pôles médiatiques étouffent les voix indépendantes des deux camps : l'un crée une image de sauveur face à l'agression flagrante d'un gouvernement connu pour ses massacres d'enfants ; et l'autre cache le visage oppressif de la République islamique sous le couvert de la défense de la patrie. La joie du peuple à la mort de ses meurtriers [référence aux Gardiens de la révolution exécutée par l'armée israélienne] ne signifie pas pour autant qu'il souhaite embrasser l'agresseur de son pays. Mais comment le peuple, dans un contexte de censure gouvernementale, d'insécurité et d'angoisse causées par la guerre et les bombardements, peut-il trouver sa voix et sa place? Comment peut-il mobiliser sa solidarité et son immense force au service de l'entraide et de la défense mutuelle? Comment peut-il mettre fin à cette machine infernale?

Ni la force agressive extérieure, ni la force oppressive interne n'ont le droit d'empêcher le peuple d'exprimer sa capacité d'action et sa volonté de déterminer son propre destin. Tout peuple a le droit de se défendre contre l'agression, tout comme il a le droit de se soustraire à un régime oppressif. Le silence du monde face à cette agression, sous prétexte de l'aventurisme et de la tyrannie du régime iranien, ne fera qu'amplifier l'ampleur du désastre. L'Association des écrivains iraniens condamne l'agression flagrante d'Israël contre l'Iran et appelle les écrivains, les intellectuels et les institutions épris de liberté, en Iran et dans le monde, à jouer leur véritable rôle éclairant et à briser la bipolarité qui domine les médias afin de permettre à la voix indépendante du peuple de se faire entendre et de renforcer ses mouvements épris de liberté.

Téhéran : 16 juin 2025

## Iran. La prison d'Evin bombardée par l'aviation israélienne et l'accentuation de la répression exercée par le régime de la République islamique



En date du 26 juin, le correspondant du *Monde* en Iran, Ghazal Golshiri, écrivait:

*« Les façades éventrées, les structures métalliques arrachées, les murs effondrés, un amas de mobilier déchiqueté et de tôles pliées... Les images publiées mercredi 25 juin montrent l'intensité des frappes israéliennes, deux jours plus tôt, contre la prison d'Evin, à Téhéran, où sont notamment détenus des prisonniers politiques. Le pouvoir iranien n'a pas communiqué le bilan humain de ces frappes contre un «symbole du régime iranien», comme l'a présenté le ministre de la défense israélien, Israel Katz. Des témoignages font craindre un bilan très lourd. L'inquiétude grandit chez les proches des détenus.»*

Le *New York Times* du 23 juin (mis à jour le 25 juin), après avoir rappelé l'ouverture de la prison d'Evin en 1971 par le shah d'Iran, souligne qu'actuellement *« des milliers de prisonniers sont détenus à Evin, parmi lesquels des centaines de dissidents, notamment d'éminents politiciens de l'opposition, des militants, des avocats, des journalistes, des militants écologistes et des étudiants. Elle sert également à détenir des prisonniers non iraniens ou ayant la double nationalité, dont beaucoup ont été accusés d'espionnage.»* Le NYT rappelle que *«Cécile Kohler et Jacques Paris, deux citoyens français, ont été détenus pendant plus de trois ans à la prison d'Evin. Leur détention est devenue un point de friction dans les relations entre la France et l'Iran.»*

Le correspondant du quotidien *Le Monde* ajoute: *«Quelques heures après les frappes, quelque 70 prisonnières politiques ont été transférées à la prison de Ghartchak, à 35 kilomètres de Téhéran. «L'espace est beaucoup trop petit, témoigne une ancienne prisonnière politique, en contact avec une codétenue désormais à Ghartchak. L'eau est de mauvaise qualité, la chaleur est insupportable, la ventilation est quasi inexistante. Mon amie m'a même dit: "Ici, c'est comme une étable.»» Des hommes prisonniers politiques ont été transférés à la prison de Fashafouyeh, dans le sud de Téhéran.«Certains dorment à même le sol, ils sont plusieurs dans une même cellule. Ils ont été déplacés si rapidement qu'ils n'ont même pas pu prendre leurs affaires et leurs médicaments, explique, sur X, Alireza Bakhtiar, fils de Mohammad Bagher,*

*prisonnier politique. L'eau, là-bas, est saumâtre et non potable. Il y a une bouteille d'eau minérale pour quatre prisonniers politiques.»*

Amnesty International Canada francophone, sur Facebook, titre: «*Des images choquantes montrent des attaques israéliennes visant la prison d'Evin à Téhéran*». Et constate que cela peut être un « *crime de guerre* ».

Le 23 juin, le Center of Human Rights in Iran écrit: «La frappe aérienne israélienne d'aujourd'hui sur la prison d'Evin a causé de graves dommages à des zones critiques, notamment le quartier des femmes, le quartier 8, l'infirmierie et le bureau du procureur. Plusieurs soldats conscrits auraient été tués et blessés lors de l'attaque. Les prisonniers, parmi lesquels se trouvent des femmes et des enfants de moins de deux ans, sont pris au piège, sans accès aux soins médicaux, à un abri sûr ou aux services essentiels. Malgré cela, les autorités refusent de transférer les blessés vers des hôpitaux et empêchent les familles de rejoindre leurs proches. Au lieu de faciliter les opérations de sauvetage et l'aide médicale, les forces de sécurité iraniennes ont intensifié la répression à l'intérieur de la prison, menaçant et attaquant les détenus blessés. Des informations non confirmées faisant état de transferts secrets de prisonniers font craindre des disparitions forcées.»

Le 26 juin, le Center of Human Rights in Iran écrit à propos de l'accentuation de la répression engagée par les forces répressives de la République islamique: «Plus de 700 personnes ont été arrêtées à travers l'Iran au cours des 12 derniers jours, et plusieurs centaines d'autres ont été placées en détention à Téhéran. Des postes de contrôle ont été mis en place dans de nombreuses villes afin de faciliter les arrestations. Six exécutions pour espionnage ont été menées à bien depuis le début de la guerre, et d'autres condamnations à mort sont attendues. Les détenus sont soumis à des procès accélérés devant des tribunaux fantômes, sans avocat ni procédure régulière.»



**Le Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue condamne fermement le bombardement de la prison d'Evin et exige de l'application de la loi sur la libération des détenu.es en temps de guerre**

Le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue condamne fermement, avec le plus grand regret et la plus grande colère, la frappe aérienne israélienne sur la prison d'Evin, qui a fait un nombre important de blessés parmi les prisonniers et a tué et blessé plusieurs membres du personnel pénitentiaire, notamment le personnel médical et les conscrits [soldats récemment engagés].

Cette attaque constitue une violation flagrante des principes humanitaires, des droits humains et des obligations légales des institutions souveraines de protéger la vie et la sécurité des prisonniers et prisonnières. Conformément aux dispositions de la Quatrième Convention de Genève (1949) et du Premier Protocole additionnel (1977), les attaques contre des installations non militaires, y compris les prisons où sont détenues des personnes sans défense, sont strictement interdites, et les gouvernements sont tenus de protéger la vie des prisonniers et prisonnières en temps de guerre.

La prison d'Evin est tristement célèbre pour les membres de ce syndicat et pour de nombreux autres militants qui y ont été arrêtés, torturés et emprisonnés à plusieurs reprises. Cette prison est le lieu d'emprisonnement injuste pour de nombreux prisonniers, notamment des travailleurs et travailleuses, des enseignant·e·s, des étudiant·e·s, des femmes, des défenseurs des droits de l'enfant, des journalistes, des artistes et des militant·e·s politiques, religieux et civiques. Elle ne devrait en aucun cas être la cible d'une attaque militaire dans le cadre d'une guerre entre deux Etats. Dans la situation actuelle, où le pays est en état de guerre, le pouvoir judiciaire est tenu, conformément à la résolution n° 211 du Conseil supérieur de la magistrature (du 12 janvier 1986) et au Règlement d'application de l'Organisation pénitentiaire, de prendre des mesures pour libérer ou accorder des permissions de sortie d'urgence aux détenu.es n'ayant pas commis de crimes graves et ne présentant pas un danger pour les citoyen.nes, ce qui inclut également tous les détenus susmentionnés.

En conséquence, le Syndicat des travailleurs de la Compagnie des bus de Téhéran et de banlieue, se fondant sur des engagements juridiques, éthiques et internationaux, exige la satisfaction immédiate et inconditionnelle des revendications suivantes :

- La libération de tou.tes les prisonnier.ières politiques, civique, syndicaux, religieux et de droit commun, et l'abolition des peines de mort prononcées contre les militants politiques et civil.e.s ;
- L'octroi de permissions de sortie d'urgence aux autres détenu.es n'ayant jamais commis de crimes violents contre des citoyen.nes ;

- Le transfert sûr et immédiat des citoyen.nes en danger vers des établissements protégés, adaptés et équipés de manière adéquate, conformément aux droits légaux et internationaux des prisonniers ;

Le Syndicat des travailleurs de la Compagnie des bus de Téhéran et de sa banlieue, tout en exprimant sa profonde préoccupation face à la situation des détenu.es et sa solidarité avec leurs familles, exige que les autorités responsables prennent immédiatement des mesures afin de prévenir la répétition de tels crimes et de garantir la sécurité des prisonniers dans la situation critique actuelle.

Le Syndicat condamne une fois de plus fermement les attaques militaires israéliennes et américaines qui ont placé le pays au bord d'une catastrophe humanitaire de grande ampleur. La poursuite des politiques bellicistes met en danger la sécurité publique, la vie des populations, la survie de la société civile et doit cesser immédiatement.

**Non à la guerre ! Non aux politiques bellicistes.**

**Nous exigeons un cessez-le-feu immédiat.**

**Nous espérons instaurer la paix et la justice en Iran et dans le monde entier.**

**La solution pour les travailleurs et les travailleuses réside dans l'unité et l'organisation.**

**Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue.**

Téhéran

24 juin 2025

## Témoignage d'une des anciennes codétenues de Cécile Kohler, enseignante française et militante syndicaliste, emprisonnée à la prison d'Evin



*Détenue sans raison depuis 7 mai 2022 en Iran, Cécile Kohler, l'enseignante de lettres modernes du lycée Les Pierres-Vives de Carrières-sur-Seine (Yvelines) est « épuisée et désespérée » témoigne sa codétenue.*

Source en Farsi : Collectif98<sup>1</sup>

### Iran : Les conditions effroyables de détention de Cécile Kohler, syndicaliste enseignante française, en prison depuis mai 2022

« J'ai été compagne de cellule de Cécile Kohler dans le quartier 209<sup>2</sup> de la prison Evin, pendant quelques jours.

Je me suis toujours demandée pourquoi ses conditions de détention ne sont pas suffisamment évoquées dans les médias militants, alors qu'elle se trouve vraiment dans un très mauvais état.

Cécile est détenue dans le quartier 209 depuis le premier jour de son incarcération. Elle n'est toujours pas transférée dans un quartier collectif de la prison. Celles et ceux qui sont passés.es par le « 209 » savent bien que rester là-bas, même un jour est insoutenable ; et elle y est

<sup>1</sup> - Collectif98 ... est un collectif de gauche, indépendant, féministe et internationaliste. [Cliquer ici](#) pour la version persane.

<sup>2</sup> - Le fameux et terrible quartier «209» de la prison d'Evin, est une section de haute sécurité, une sorte de «prison dans la prison», et le centre de détention provisoire des détenu.es politiques jusqu'à leur transfert dans un quartier collectif réservé aux prisonnier.ières politiques ou leur libération.

Le « 209 » est géré par le ministère du renseignement. Il est composée d'environ 120 cellules individuelles, où s'entassent parfois jusqu'à dix détenu.es. Les conditions des détenu.es y sont encore plus inhumaines que dans un quartier collectif de la prison. Les prisonnier.ières du « 209 » n'ont droit à la visite de leurs familles – 2 fois par mois - qu'une fois les interrogatoires terminés, et seulement si l'interrogateur le permet.

depuis 700 jours ! Même sans interrogatoire (le sien étant terminé depuis longtemps), séjourner au « 209 » est une torture en soi.

Cécile va très mal. Elle rit et elle pleure souvent en même temps. Elle s'efforce de garder l'espoir, mais elle est dans un état psychologique épouvantable.

À la mi-décembre 2022, j'ai été emprisonnée dans une cellule où se trouvaient Cécile et une autre détenue, mais tout de suite après cinq autres détenues nous ont rejointes. Nous étions souvent 7 ou parfois 8 dans une cellule mesurant 7 ou 8 mètres carrés. Cécile déposait dans un coin du cellule tous ce qu'elle possédait : ses deux couvertures militaires, son uniforme de prisonnière du « 209 », un tchador, un manteau et un pantalon.

A chaque nouvelle prisonnière qui entrait dans la cellule, elle disait qu'elle ne voulait pas savoir ce qui se passait à l'extérieur ; elle avait même peur de parler. Elle n'avait qu'un seul livre, en anglais, *Les raisins de colère*. Elle l'avait obtenu après avoir supplié ses geôliers pendant des mois de lui donner à lire ; et elle le lisait pour la cinquième fois depuis qu'elle l'avait obtenu. Les autorités et agents de la République Islamique refusent même d'octroyer à Cécile un ou deux livres supplémentaires, et ça je crois que c'est pire que la mort ...

Dans le quartier carcéral 209, tout le monde s'agrippe à quelque chose, comme un livre, qui puisse occuper l'esprit. Cela est vraiment difficile à expliquer. Celles et ceux qui sont passés par là, comprennent ce que je veux dire. On a l'impression que l'esprit s'effondre. La situation semble souvent terriblement éternelle, et on oublie même que de toute façon on en sortira un jour. L'esprit de la personne détenue y est constamment occupé par les questions, les menaces, les cris... de l'interrogateur. Je n'ai été là-bas que pendant un mois et demi, et cela n'a rien de comparable avec 700 jours !

Concernant Cécile, il faut ajouter aussi l'acharnement des interrogateurs, le fait de ne pas connaître la langue persane, l'angoisse d'être dans un pays inconnu et de n'avoir aucune idée de ce qui pourrait lui arriver, ainsi que le fait que son compagnon Jacques Paris soit également incarcéré dans le même secteur.

Elle suppliait, presque chaque jour, les autorités pénitentiaires de lui accorder une permission de contact téléphonique avec sa famille, car cela faisait longtemps qu'elle en était privée. Généralement, ils ignoraient ses demandes, ou lui répondaient que c'était à l'interrogateur qu'il fallait demander, alors qu'elle voyait ses codétenues appeler ou rencontrer leurs familles, ou même être libérées.

Cécile s'efforçait de garder une certaine forme physique en faisant de l'exercice. Elle disait qu'elle était dans la même cellule depuis un certain temps, mais que ses codétenues en changeaient en permanence (c'était en décembre 2022 et il y avait beaucoup d'arrestations).

On avait par semaine deux sorties de cellule de 10 minutes chacune dans la cour de prison,. Cécile marchait à toute vitesse pendant ces 10 minutes en se parlant à elle-même en français. On lui demandait à qui elle parlait. Et elle répondait qu'elle parlait à son compagnon Jacques Paris. Elle était très inquiète pour lui. Dans la cellule, elle se mettait brusquement à rire, et son rire se transformait aussitôt en sanglot, ou au contraire, elle pleurait, et au milieu de ces larmes elle éclatait de rire, et ainsi de suite ...

Ces jours-ci, j'ai beaucoup pensé à elle, et je me suis demandée pourquoi son calvaire n'était évoqué nulle part. Je suis reconnaissante au collectif 98 pour l'attention qu'il lui porte en écrivant à propos d'elle, et en évoquant ses horribles conditions de détention.

Je me souviens du jour où certaines autres codétenues et moi avons été contraintes de changer de cellule. J'ai commencé à faire mes adieux à mes camarades restantes en les serrant dans mes bras. Le geôlier attendait devant la porte. Cécile, effrayée, m'a fait signe de ne pas

la serrer dans mes bras devant le geôlier. C'est dans un coin hors de la vue du geôlier que je l'ai fait et que je lui ai dit au revoir. Je tiens à faire savoir que Cécile craint un simple au revoir.

Après ma libération, lorsque que j'ai vu sur Internet sa photo avant son arrestation, j'ai été frappée par l'étendue de son vieillissement et sa dégradation physique au cours de la période de sa détention.

Outre le fait que Cécile n'ait pas été libérée, ma plus grande tristesse est qu'elle est toujours détenue dans le quartier 209, au lieu d'être transférée dans un quartier collectif de la prison. Les détenu.es qui sont resté.es au « 209 » plus d'un certain nombre de jours, comprennent ce que je veux dire. Nous, on espérait être transféré dans un quartier collectif le plus rapidement possible. Peu importe à quel point ces autres quartiers de prison sont difficiles et maudits ; mais comparés au « 209 », ils sont nettement préférables.

Je n'ai jamais su ou lu pour quelles raisons Cécile n'a pas été transférée du « 209 ». Je ne sais pas si elle est toujours au « 209 » ou pas, mais si elle avait été transférée, cela se serait su. Rester aussi longtemps au « 209 » est vraiment extrêmement inhumain ».

## Face à la guerre Iran-Israël, une troisième voie est possible !



*Par Houshang Sepehr*

Alors que le ciel du Moyen-Orient s'embrase à nouveau sous la fumée et les flammes, et que les médias sont intarissables sur les « frappes de précision israéliennes » et la « promesse de vengeance de la République islamique », ce qui est une fois de plus laissé de côté, c'est le sort de celles et ceux qui ne prennent pas de décisions dans les salles de commandement ni se cachent dans des bunkers souterrains.

La guerre appartient toujours aux personnes ne se battant pas elles-mêmes : les commandants, les décideurs, les propriétaires des industries militaires et les dirigeants des médias. Et pas à celles qui meurent, dont les maisons sont détruites ou n'ont pas les moyens de se nourrir correctement.

Le vacarme de la guerre et des menaces, surtout à une époque où la légitimité politique du régime iranien s'est érodée au niveau le plus bas – avec un effondrement économique et des soulèvements sociaux entre décembre 2017 et 2023 – atteint un point où seul un « état de guerre » peut restaurer un contrôle total sur la société. Dans un tel contexte, toute revendication populaire peut être aisément étouffée en la qualifiant de « collusion avec l'ennemi ».

De côté d'Israël, la situation n'est guère différente : le régime sioniste, engagé dans un nettoyage ethnique et racial systématique, exploite chaque opportunité pour promouvoir l'image d'un « pays assiégé par ses ennemis ». Cela lui permet à la fois de poursuivre ses politiques expansionnistes sur les terres occupées et de reléguer à l'arrière-plan ses crises internes – des manifestations contre la corruption aux fractures sociales.

La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Et dans l'ère de la domination capitaliste, la politique n'est rien d'autre que la reproduction des intérêts de la

minorité dominante. Les appareils d'Etat ne sont que des chargés de gérer les affaires communes de la bourgeoisie mondialisée.

Quelle différence cela fait-il si cette minorité est à Téhéran ou à Tel-Aviv, lorsque les deux s'alimentent du sang des peuples pour leur survie ? Les deux prélèvent des taxes sur le travail des travailleurs/euses et des démuni.es, les investissent dans des missiles, des drones, le « dôme de fer », et, au final, laissent ces exploité.es sous les décombres ou dans l'encombrement des cimetières.

Les masses laborieuses n'ont aucun intérêt dans cette guerre. Ce qui est détruit sous les bombardements, ce n'est pas seulement les infrastructures ou les usines, mais aussi la possibilité de transformation sociale. La guerre sert à figer « l'ordre » en vigueur. À un moment où, en Iran, les femmes luttent pour la liberté, les enseignant.es pour des salaires dignes, les salarié.es pour leur droit à l'organisation, et où, en Palestine et ailleurs, des mouvements populaires contre l'occupation se forment, cette guerre, avec toute sa rage, sa sauvagerie et sa destruction, s'abat pour étouffer les revendications, enterrer les espoirs et redéfinir l'avenir uniquement sous la forme de poussière et d'armes.

Jamais auparavant, une troisième orientation n'a été aussi urgemment nécessaire : une voix qui ne provient pas des quartiers généraux militaires ou des places financières, mais de celles et ceux dont les corps tombent sous les décombres.

Non pas avec des slogans officiels ou des drapeaux ensanglantés, mais avec la conscience que le salut de ce cycle mortel ne réside pas dans la victoire d'un « camp » contre l'autre mais dans la défaite des deux.

Si les masses se soumettent à la guerre, elles abandonnent en réalité leur vie et leur destin à la destruction. Mais cette voix ne doit pas se limiter à une « négation ». Elle doit insister sur la lutte et la résistance.

La troisième voix doit émerger du cœur des souffrances communes et du rêve de libération, pour devenir un réseau de solidarité entre les démuni.es de tous ces territoires où « l'ordre » capitaliste et les États transforment les frontières en tranchées et les rues en champs de bataille.

Nous devons apprendre à refléter ce qui émerge de la résistance, au lieu de répéter les récits des pouvoirs dominants : des expériences forgées non dans les bureaux des politicien.nes, mais sous le poids des décombres, dans la voix des mères endeuillées, et les slogans des grévistes.

Nous devons nous organiser, car, dans les moments de guerre, ce n'est pas seulement l'existence physique qui est menacée, mais aussi la capacité d'action collective, la communication et le dialogue indépendant.

Lorsque l'Internet est coupé et que les médias deviennent les porte-paroles des fauteurs de guerre, ce qui reste, c'est notre lien entre les un.es et les autres. Et ce lien doit être une résistance, non comme une réaction temporaire, mais comme une force qui nous appelle à une expression commune, à un soutien mutuel et à une persévérance dans les moments les plus sombres.

Le 18 juin 2025

## L'attaque militaire d'Israël contre l'Iran : Un gouffre terrifiant pour le peuple iranien et la région



*Par Houshang Sepéhr*

L'attaque militaire d'Israël contre l'Iran, débutée le vendredi 13 Juin, suivie par les bombardements des villes israéliennes par la République islamique, a plongé l'Iran et la région dans une crise sans précédent. Les fumées qui s'élèvent des bombardements de Téhéran, les débris des maisons détruites et les corps des victimes, ainsi que les files interminables de personnes fuyant leurs foyers pour chercher refuge, dépeignent un avenir sombre pour la société iranienne : un avenir encore plus sombre que le présent.

Ce conflit meurtrier et complexe risque de détruire le tissu social et civil de la société iranienne, et entraîner la chute de la République islamique. Toutefois, une telle "chute" pourrait profiter principalement à des factions armées fascistes, chauvines et ethniques, que l'on voit déjà émerger y compris en dehors du régime. Ces groupes rêvent de tirer profit de cette situation tragique, ils ne voient que leurs intérêts égoïstes, au détriment de la population. Ces groupes, ainsi que des centaines de milices issues de la fragmentation des forces armées du régime islamique, pourraient se livrer à une guerre acharnée les uns contre les autres, utilisant missiles et drones pour détruire les villes et les logements des civils. Cette guerre, bien que destructrice pour le régime de la République islamique, ne servirait alors qu'à renforcer des factions militarisées, chauvines et séparatistes. Un tel scénario pourrait plonger l'Iran dans un chaos semblable à celui de l'Irak post-Saddam Hussein ou de la Libye après Mouammar Kadhafi.

### **Un conflit aux enjeux géopolitiques complexes**

L'attaque militaire d'Israël ne porte pas uniquement sur la question nucléaire iranienne. Cette justification rappelle les mensonges sur les « armes de destruction massive » ayant servi à légitimer l'invasion de l'Irak. Il s'agit ici d'une lutte pour l'influence entre puissances

impérialistes mondiales et régionales, où les États-Unis cherchent à maintenir leur domination déclinante à travers des démonstrations de force militaires.

Israël, bras armé des États-Unis au Moyen-Orient, joue un rôle central dans cette stratégie. Les bombardements réguliers de Gaza ne visent pas seulement à écraser le peuple palestinien. Ils servent également à rappeler au monde entier l'ampleur de la puissance militaire israélienne et de son allié américain.

L'attaque militaire d'Israël contre l'Iran, menée sans aucun doute avec le soutien des États-Unis, a stupéfié le monde entier par l'utilisation avancée et combinée de technologies sophistiquées. Cette opération a une fois de plus démontré la supériorité militaire d'Israël et des États-Unis, envoyant un message clair à leurs rivaux géopolitiques. L'un des objectifs de cette attaque était précisément de mettre en avant leur domination technologique et militaire.

En Ukraine, la capacité de dissuasion de la Russie limite une intervention directe. Cependant, dans des régions comme Gaza, la Syrie, le Liban et désormais l'Iran, cette démonstration de force est mise en œuvre avec plus de liberté. Si les frappes contre le Hezbollah au Liban n'ont pas suscité une peur écrasante, l'attaque contre la République islamique d'Iran, notamment par l'utilisation de robots et de l'intelligence artificielle, génère une terreur bien plus importante.

La République islamique, l'autre protagoniste de cette guerre, est un régime cherchant à assurer sa prépondérance dans la répartition du pouvoir au Moyen-Orient. Son opposition à Israël, qui agit en accord avec les politiques dictées par les États-Unis dans la région, est en réalité une tentative de revendiquer une position dominante dans l'équilibre des pouvoirs régionaux.

L'affaiblissement de l'influence régionale de la République islamique, suite aux sanctions économiques, à la neutralisation de ses proxies islamiques, à la chute du régime de Bachar al-Assad et des menaces de soulèvements populaires, avait contraint Téhéran à entrer dans des négociations sur le nucléaire pour parvenir à un compromis et préserver sa place sur l'échiquier régional.

Cependant, les États-Unis et Israël ont finalement jugé qu'une solution militaire serait plus efficace pour forcer la République islamique à se soumettre à « l'ordre » qu'ils souhaitent imposer et pour affirmer leur supériorité aux yeux du monde.

### **Les souffrances des peuples d'Iran**

Pour les peuples iraniens, cette guerre ne fait qu'aggraver des conditions déjà désastreuses : la pauvreté, les inégalités, la dictature et la répression brutale, l'emprisonnement, la torture, les exécutions quotidiennes, la répression des femmes, l'imposition du voile obligatoire, l'Etat religieux, ainsi que l'oppression des minorités religieuses et ethniques.

Une guerre prolongée risque de détruire les infrastructures économiques et sociales de l'Iran, en le plongeant dans un chaos similaire à celui de la Syrie ou de l'Afghanistan. Cela pourrait faire reculer la société iranienne voire la plonger dans le chaos et un scénario sombre de désintégration étatique.

Bien que la République islamique riposte en bombardant des villes israéliennes, ces attaques touchent également des civils innocents. Pourtant, dans les pays arabes, ces actes sont perçus par beaucoup comme une revanche contre des décennies d'occupation et d'humiliation infligées par Israël. Ce soutien populaire pourrait renforcer le régime iranien dans ses ambitions régionales, tout en alimentant un cycle sans fin de violence. Si la

République islamique survivait néanmoins à cette guerre, elle pourrait exploiter cette compassion pour renforcer et reconstruire des proxies plus puissants qu'auparavant.

C'est là une autre des tragédies de cette guerre et des tueries qu'elle engendre. Le refus de la plupart des dirigeants arabes de condamner les bombardements israéliens trouve un écho parmi des segments de la population iranienne influencés par l'opposition de droite et ses médias, qui se réjouissent des attaques militaires d'Israël contre l'Iran tout en ignorant ou en minimisant le génocide israélien à Gaza.

### **Les défis pour l'opposition iranienne**

La situation économique et politique précaire de la République islamique a placé le régime dans une position de vulnérabilité, rendant possible son effondrement sous des frappes militaires massives. Ces frappes, menées par Israël, visent à détruire les infrastructures économiques essentielles de l'Iran, notamment la production de gaz et de pétrole, ainsi que ses ports stratégiques.

Dans ce contexte, certaines factions de l'opposition de droite, ainsi que des groupes marginaux tels que les Moudjahidines, le groupe Kurde allié monarchistes du Komala d'Abdullah Mohtadi et d'autres mouvements nationalistes ethniques, voient dans ce scénario une opportunité à exploiter. Ces groupes d'oppositions réactionnaires ont exprimé leur satisfaction face aux frappes militaires israéliennes et encouragent son escalade, espérant en tirer parti pour mobiliser la population contre le régime. Cependant, leur stratégie risque d'exacerber les souffrances de la population.

Alors que les citoyen.nes ordinaires cherchent désespérément à se protéger des bombardements, ces factions appellent à une confrontation finale avec le régime. Une telle stratégie dans les conditions actuelles, ne pourrait que déboucher sur un bain de sang, un désespoir total et une aggravation des souffrances du peuple iranien. Cette situation rend la lutte pour le renversement de la République islamique encore plus complexe et périlleuse pour le mouvement populaire.

La préparation du peuple à affronter le régime islamique repose sur la préservation des acquis des luttes précédentes, l'organisation contre la guerre et les conditions difficiles qu'elle impose. À l'heure actuelle, il ne s'agit pas d'attaquer, mais de résister et de s'organiser. Bien que la République islamique ne soit pas militairement capable de rivaliser avec Israël et les États-Unis, elle exploite la situation de guerre pour réprimer les soulèvements populaires avec une brutalité accrue.

Pousser immédiatement le peuple à affronter directement le régime dans ces circonstances est une action criminelle, encouragée uniquement par des forces et des groupes réactionnaires et irresponsables, l'extrême-droite et les monarchistes.

Les gauches et les progressistes, quant à eux, insistent sur l'importance de la solidarité et de l'organisation face aux défis de la guerre. Ils appellent à des actions humanitaires, à une mobilisation pour un cessez-le-feu immédiat et à la lutte contre les discours nationalistes et bellicistes. Face aux souffrances de la guerre, ils avancent des revendications telles que :

Fournir des moyens et des équipements essentiels aux citoyen.nes contraint.es de fuir leurs maisons et leurs villes ;

Garantir le versement intégral des droits et indemnités pour ces personnes déplacées ;

Assurer les besoins fondamentaux en matière de subsistance, de santé et de conditions de vie ;

Mettre en place une aide immédiate pour la population en cas de bombardement ;

Lutter pour un arrêt immédiat de la guerre, en exerçant une pression sur le régime pour un cessez-le-feu et une fin rapide du conflit.

Simultanément, ils s'opposent au nationalisme qui cherche à rallier le peuple au soutien du régime, ainsi qu'aux groupes bellicistes et aux nationalistes de toutes sortes qui se réjouissent de la guerre, de la destruction de la société et des bombardements, sous prétexte de «renverser » le régime.

C'est ainsi qu'avec des travailleurs/euses et des citoyen.nes les plus conscient.es, il est possible de jouer un rôle efficace dans toutes les éventualités à court et à long terme. Ces éventualités incluent :

- Exploiter l'affaiblissement ou la défaite de la République islamique dans la guerre jusqu'à son effondrement total ;
- Éloigner la société des scénarios sombres de chaos et de désordre généralisé ;
- Préparer les masses à intervenir face à d'éventuels coups d'État internes, et accompagner l'effondrement complet du régime.

Dans de telles circonstances, la politique des forces se réclamant de la gauche devrait consister à :

1. Organiser la population pour qu'elle prenne en charge la gestion de la société.
2. Armer les travailleurs/euses et les citoyen.nes pour assurer leur auto-défense contre le régime, ainsi que contre toutes les factions criminelles présentes et futures.

Cette approche vise à garantir que la société reste solidaire et prête à surmonter les défis, tout en construisant un avenir basé sur la justice sociale et la participation démocratique.

L'opposition de droite en Iran ne se contente pas d'attendre un renversement de la République islamique par une intervention militaire ou un coup d'État. Elle envisage également qu'un soulèvement populaire, s'inscrivant dans une perspective de droite, puisse compléter et accélérer sa politique de "changement de régime".

Dans cette optique, l'opposition de droite cherche à capitaliser le mécontentement populaire, non pas pour instaurer une société plus juste et égalitaire, mais pour servir des intérêts étroits alignés sur des agendas extérieurs ou élitistes. Cela met en lumière le risque que les aspirations légitimes du peuple soient détournées au profit de projets contraires à leurs intérêts fondamentaux.

Au cours des trois dernières décennies, la quasi-totalité des changements de régime dans le monde se sont réalisés avec la participation massive des populations, souvent à travers des soulèvements populaires. L'appel de Reza Pahlavi, le fils du dernier Shah, et d'autres courants de droite à des grèves et des soulèvements n'est ni une simple posture ni un mensonge, mais une stratégie visant à diffuser leur propre vision politique au sein des aspirations générales du peuple. L'intervention militaire israélienne et le désespoir croissant de la population donnent à cette vision davantage de poids pour influencer les événements.

Seuls les populistes qui suivent aveuglément ces courants de droite dissimulent cette réalité, cherchant à masquer leurs objectifs sous le prétexte de luttes "populaires".

Dans une telle conjoncture, le rôle des courants de gauche, et notamment ceux se réclamant du communisme, est de neutraliser ces tentatives, de combattre la propagation de la vision de droite au sein de la société et de ses solutions, et d'isoler ces forces dans le cadre de la lutte pour le renversement du régime islamiste. Ils doivent pour cela s'appuyer uniquement sur la force du mouvement ouvrier progressiste, qui a la capacité de rassembler le peuple autour de lui. Leur objectif doit être de protéger la société des scénarios catastrophiques et des

changements de régime orchestrés par des agendas extérieurs, tout en guidant le peuple vers une alternative véritablement émancipatrice reposant notamment sur la justice sociale.

### **Une lutte pour la paix**

Les peuples iraniens aspirent à la paix, et non à la guerre. Ils veulent un avenir libéré des dictatures et des interventions étrangères. Un cessez-le-feu immédiat de la guerre et des bombardements des villes en Iran et en Israël est essentiel pour éviter une catastrophe encore plus grande et pour créer les conditions d'une transformation démocratique et révolutionnaire. La lutte pour faire triompher cette orientation peut éloigner la société iranienne de l'abîme noir et effroyable de la guerre et créer les conditions nécessaires pour une offensive contre le régime. C'est dans un tel processus que le renversement révolutionnaire de la République islamique peut se concrétiser

En fin de compte, la chute de la République islamique, si elle doit se produire, ne doit en aucun cas être le fruit d'une intervention étrangère, mais d'un soulèvement populaire organisé et mené par le peuple lui-même.

Le 18 juin 2025

# Non à la guerre, non au génocide

Non au régime génocidaire israélien, non à la tyrannie de la République islamique d'Iran



*Le dimanche 22 juin 2025 à 18h, Place du Châtelet, Paris*

Suite à un appel à rassemblement en soutien à un cessez-le-feu immédiat en Iran, à l'initiative des collectifs de Roja, SSTI (Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran) et Jina, Plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées samedi 22 juin au soir sur la Place du Châtelet à Paris pour « dire non à l'agression militaire d'Israël en Iran, non à la République islamique.

« Aujourd'hui, règne la loi du plus fort au Moyen-Orient. C'est terrifiant non seulement pour les Iranien-es, les Israéliens-nes, c'est terrifiant pour toutes les populations de la région. »

Une crainte exprimée par une manifestante qui brandissait une pancarte disant « Non à Khamenei, non à Nétanyahu, non à Pahlavi ! », en référence à l'opposant en exil Reza Pahlavi, fils du dernier shah d'Iran, qui réclame la chute de la République islamique et entretient de bonnes relations avec Israël.

« On ne veut ni Khamenei ni Nétanyahu mais le grand danger c'est que les Etats-Unis et Israël mettent les Pahlavi à leur place », a déclaré un autre manifestant.

La guerre entre les deux grands ennemis du Moyen-Orient, déclenchée par des frappes israéliennes le 13 juin. Au 27 juin, cette guerre a fait 1190 morts (435 militaires, 436 civil.es et 319 non identifié.es) et 4475 blessé.es (256 militaires, 2071 civil.es et 2138 non identifié.es) côté iranien<sup>1</sup> et 28 côté israélien.

---

<sup>1</sup> - salon des bilans officiels. Human Rights Activists News Agency <https://www.hra-news.org/periodical/a-193/>